

CHU DE NANTES

Ouest France du 12 juin 2009

Aux urgences du CHU, la rigueur passe mal. Hier, une trentaine de soignants assiste au point presse de Sud et FO. « *Le CHU doit réaliser 4 % d'économies sur la masse salariale* », dit Bruno Cassard (Sud). Les suppressions de postes en 2008 sont en partie reconduites en 2009.

Le personnel « *cumule week-ends travaillés et heures supplémentaires et n'est pas toujours remplacé* », précise Tony Gilbert (FO). Le directeur du pôle des urgences, le docteur Philippe Hauet, chirurgien, les soutient.

Hier, tandis que les deux syndicats sont reçus par le DRH, le directeur du pôle destine un courrier à la directrice générale, Christiane Coudrier, témoignant d'une même réalité : « *Une grande partie en a marre des non-remplacements et de l'insécurité.* » « *La vie de famille est sacrifiée et les arrêts de travail se multiplient* », dit une infirmière. Les remplaçants titulaires ne suffisent plus. « *Situation intenable* », dit le directeur de pôle, « *nous avons accueilli 90 000 malades aux urgences en 2008 contre 60 000 il y a vingt ans* ». Une infirmière raconte : « *Depuis début 2009, la violence s'aggrave. Il y a des agressions tous les jours.* » Des agents de sécurité veillent la nuit, mais pas le jour. Choquée, une infirmière raconte que dimanche un homme violent a été attaché et traité avec des calmants puis est reparti « *sous escorte policière* ». Bousculés, des soignants ont été contraints à la « *bagarre* » !

Ouest France du 16 juin 2009

A 11h et 14h ce mardi, le personnel des urgences du CHU débraye pendant deux heures. Ils bloquent également les admissions administratives dans le hall de l'hôtel-dieu, invitant les patients à se diriger directement vers les services. Sud et FO annoncent le même taux de grévistes que lundi : entre 80 % et 90 %. Aux urgences, le service minimum est assuré.

Ouest France du 22 juin 2009

Augmentation des jours de travail au CHU : plus de 500 personnes manifestent à Nantes

500 salariés du CHU manifestent en ce moment à Nantes. Partis du CHU, ils se dirigent vers la préfecture. Ils réclament le maintien des acquis et protestent contre la suppression de 4 jours RTT concernant plus de 8 000 personnes. Cette augmentation des jours de travail doit être décidée en conseil d'administration réuni actuellement.

Par ailleurs, en assemblée générale intersyndicale, les salariés ont voté à mains levées le principe de la grève.